

“De Wever veut une explosion en 2019”

- Michel Doomst justifie sa participation, ce dimanche, à la fête du chant flamand.

- Le député CD&V dénonce l'incapacité de la N-VA à endosser des compromis.

- Il défend une évolution de la Belgique, pas à pas, vers le fédéralisme.

“Un ministre des Finances CD&V connaîtrait mieux ses chiffres que Johan Van Overtveldt”

Entretien François Brabant

A 62 ans, Michel Doomst est un vétéran de l'action politique, dont le nom reste attaché à une bataille qui a fait trembler la Belgique sur ses fondations: la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Dans ce combat, le bourgmestre de Gooik, en périphérie bruxelloise, appartenait à la frange dure du CD&V. Sa ligne a fini par triompher. Une victoire qu'il ne se lasse pas de savourer. Aujourd'hui, après avoir siégé à la Chambre sous les gouvernements Letermé, Van Rompuy et Di Rupo, Michel Doomst est de retour au Parlement flamand, là où il avait débuté, en 1995. *“C'est un lieu utile, les sujets discutés font écho aux matières communales, raconte-t-il. Mais je regrette un peu l'ambiance de la Chambre, où les débats étaient plus intenses, plus politiques. Sur BHV, je me souviens de moments de tension inouïe. Je suis heureux d'avoir vécu ça dans ma vie.”*

Ce dimanche, le député sera présent à la Vlaams nationaal zangfeest, la fête nationale du chant flamand, au Sportpaleis d'Anvers. L'an passé, il était l'un des rares élus CD&V à y assister, aux côtés des ministres N-VA Jan Jambon et Steven Vandeput, ainsi que d'une kyrielle de mandataires Vlaams Belang.

Pourquoi aller à la fête du chant flamand, vous qui n'êtes pas nationaliste ?

L'ambiance est conviviale. Et puis, j'aime bien chanter. Mais ce qui est embarrassant, c'est que les discours qu'on entend là-bas sont trop extrêmes. Les responsables de l'événement devraient modérer leur approche. Ils ont trop tendance à considérer le CD&V comme un parti de mauvais Flamands. Mais ça ne m'empêche pas de continuer à y aller.

Vous serez entouré de nombreux militants d'extrême droite, ça ne vous dérange pas ?
C'est ennuyeux, oui. J'aimerais que davan-

tage de Flamands modérés soient présents.

Vous vous y êtes parfois senti mal à l'aise ?

L'an passé, j'ai été un peu agacé par le ton radical des discours, qui dénigraient la 6^e réforme de l'Etat. Je trouve que ces gens-là devraient montrer plus de respect pour les avancées en faveur de la Flandre qu'ont réalisées des partis comme le CD&V. Nous, nous avons des diplômes : six réformes de l'Etat, toutes négociées par le CVP puis le CD&V. En comparaison, le diplôme de la N-VA, c'est maigre... Je suis un peu fatigué d'être critiqué par un parti qui n'a pas fait grand-chose. La révolution copernicienne, on l'a réussie. Le centre de gravité est désormais dans les Régions. Et là, à nouveau, je ne comprends pas la N-VA : pendant cinq ans, elle ne veut plus parler du communautaire.

Une mauvaise idée, selon vous ?

Je suis surpris. Steven Vandeput claironne qu'il va sauver l'armée belge. Jan Jambon pose à côté du Roi. C'est stupéfiant. Bart De Wever est devenu capitaine Igloo : tout au frigo ! Il a congelé les revendications nationalistes. Que la N-VA renonce au communau-

taire, c'est comme si Groen ne parlait plus d'environnement. Et en même temps, deux élus N-VA, Hendrik Vuye et Veerle Wouters, ont été chargés de préparer le fédéralisme. Le même Vuye était il y a peu chef de groupe à la Chambre, en appui d'un gouvernement socio-économique. On pourrait parler de schizophrénie, mais je me demande si on ne devrait pas inventer le mot “Vuye-phrénie”.

Bart De Wever dit que la Belgique est écartelée entre deux démocraties. Le constat vaudrait aussi pour son propre parti ?

Oui. Je me pose la question : comment un

parti peut-il faire coexister deux façades aussi différentes ? Je trouve ça très étrange. Jusqu'à présent, la N-VA n'a produit aucune explication convaincante pour justifier une telle ambivalence. Mais que va-t-il se passer après les élections de 2019 ?

D'après vous ?

L'explosion ? Le big bang ?

Un tel scénario vous paraît crédible ?

J'en doute. Après le Brexit, ce serait le Vlaxit, la sortie de la Flandre de l'Union européenne.

Selon vous, que veut Bart De Wever en son for intérieur ? Quel est son plan pour 2019 ?

Moi, je crois qu'il prépare une explosion.

Dès 2019 ?

Oui, peut-être.

“Bart De Wever est devenu capitaine Igloo: tout au frigo! Il a congelé les revendications nationalistes.”

Vous voulez dire que s'il peut précipiter la fin de la Belgique en 2019, il saisira sa chance ?

Oui. Il espère qu'à force d'être dominé par un gouvernement fédéral de droite, le PS va radicaliser ses positions régionalistes. Mais je pense que cela ne se passera pas comme

ça, car la Wallonie a besoin de la Belgique, beaucoup plus que la Flandre. Dès lors, ma philosophie reste la même : on doit avancer pas à pas, en montrant du respect pour les francophones. Ce qu'on voit maintenant, c'est que “la force du changement”, le slogan électoral de la N-VA en 2014, est en train de cogner contre le mur de la réalité.

Le débat actuel sur l'ajustement budgétaire, c'est le cœur de la différence entre le CD&V et la N-VA ?

En un sens, mais la différence était déjà perceptible avant. Au milieu des années

2000, quand je militais pour la scission de BHV, même dans mon parti, on me disait : "the biggest mission impossible" en Belgique ! Tout le monde m'avertissait : tu t'engages dans un combat sans fin, on n'aura jamais d'accord avec les francophones là-dessus. Mais la force de mon parti, et en particulier du président Wouter Beke, c'est qu'on a réussi. La N-VA ? Elle juge que le compromis n'est pas assez bien pour elle. Par principe, un compromis ne vient jamais à la N-VA.

Le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), est soumis à de fortes criti-

ques. Vous paraissent-elles justifiées ?

Il fait de son mieux, mais il est en train de se froter aux limites de la réalité.

La N-VA a beaucoup mis en avant son intransigeance en matière budgétaire. Sa crédibilité est-elle en jeu ?

Pour ma part, je n'aurais jamais attendu un trou de trois milliards avec un ministre des Finances N-VA.

Avec un ministre CD&V, ce ne serait pas arrivé ?

J'ai l'impression que nos députés, Hendrik Bogaert et Eric Van Rompuy notamment, connaissent mieux leurs chiffres que Van Overtveldt. L'ironie, c'est que c'est la

même personne qui, avant, nous faisait toujours la leçon : attention, quand la N-VA sera aux commandes, on va voir ce qu'on va voir... Aujourd'hui, on voit. Eh bien, le résultat n'est pas parfait.

Dans les sondages, la N-VA reste largement devant le CD&V.

Elle bénéficie encore trop d'une image positive auprès de la population. "Eux, au moins, ils vont changer les choses", entend-on. Mais le trou de trois milliards...

Cela peut être le début de la fin ?

N'exagérons pas. L'entrée dans le monde réel, je dirais plutôt.

“Mon espoir était que le cartel aboutisse à une fusion du CD&V et de la N-VA”

Le CD&V n'a-t-il pas commis une erreur fatale en 2004, en ressuscitant une N-VA moribonde ? Le parti nationaliste n'avait plus qu'un seul député, moins de 5% des voix. Grâce au cartel, il a retrouvé de l'oxygène, pour ensuite devenir la première force du pays.

Certains, au CD&V, espéraient que le cartel avec la N-VA mènerait à terme à la fondation d'un seul grand parti. Moi-même, j'ai été au sein du CD&V l'un des derniers défenseurs du cartel, parce que je croyais qu'il aboutirait à la longue à une fusion des deux partis. Mais il est apparu impossible pour la N-VA d'entrer dans une logique de compromis. Les nationalistes souffrent de ce que j'appelle le complexe du compromis.

En 2013, l'ex-ministre Stefaan De Clercq avait déclaré qu'il espérait la résurrection du cartel. Cela vous semble possible ?

Je pense que ce sera difficile. Mais qui sait, pourquoi pas ?

Le scénario vous plairait ?

A condition que la N-VA change d'attitude et se montre plus réaliste.

Si les nationalistes abandonnent ce que vous appelez le complexe du compromis, un cartel serait de nouveau envisageable ?

Ce serait malgré tout difficile, car je les vois souvent tenir des positions extrémistes. Leurs relations avec les organisations sociales, sont elles aussi très compliquées, alors qu'au CD&V, nous voulons préserver de bons contacts avec ce monde-là.

La participation de la N-VA au gouvernement fédéral ne va-t-elle pas lui apprendre la culture du compromis ?

Toute la question est de savoir si son agenda est caché ou pas. Je pense que les di-

rigeants de la N-VA ne mettent pas leurs véritables revendications sur la table. Ils les gardent bien cachées dans leur mallette.

Cela veut dire qu'en fin de législature, la N-VA s'efforcera de rendre la vie impossible au gouvernement Michel ?

C'est difficile à prédire. Mais naturellement, vu son agenda caché, elle doit faire en sorte que la situation devienne à un moment explosive. J'identifie deux moments clés. D'abord, le message de Siegfried Bracke, en septembre 2013, annonçant que la N-VA était prête à entrer dans un gouvernement socio-économique. Et puis, en janvier dernier, le retour du communautaire, avec la mission donnée à Hendrik Vuye et Veerle Wouters de préparer le confédéralisme.

Après 2019, votre préférence va à une coalition avec la N-VA ou avec les socialistes ?

A l'électeur doit choisir. Mon avis, c'est que dans plusieurs domaines, ça reste compliqué de travailler avec les socialistes. Quand le PS était au gouvernement fédéral, on était souvent dans l'immobilisme. Les socialistes wallons réagissaient de façon trop conservatrice. Maintenant qu'ils ne sont plus là, on a pu débloquer certains dossiers, comme les pensions.

Donc vous êtes plutôt enclin à poursuivre avec la N-VA.

Mais la N-VA doit apprendre à devenir plus réaliste... Pour l'instant, elle n'a pas toujours les pieds sur terre.

Depuis quarante ans, les réformes de l'Etat fonctionnent à sens unique, le niveau fédéral est toujours plus amaigri. Ne serait-il pas temps de fixer un point final ?

C'est impossible. On ne peut pas prédire où s'arrêtera le processus de réforme de l'Etat. Certains, comme Kristof Calvo

(Groen), imaginent refédéraliser certaines compétences. Je ne suis pas du tout d'accord. Par contre, planifier déjà une 7^e réforme de l'Etat, alors qu'on vient de voter la 6^e, ça n'a pas de sens. La seule évidence, c'est que l'autonomie des Régions est appelée à se renforcer. Mon horizon reste les cinq résolutions votées au Parlement flamand en 1999 (NdLR: celles-ci prévoyaient de lourds transferts de compétences vers les entités fédérées, notamment en matière de soins de santé et de fiscalité). Nous, au CD&V, on pense que l'évolution de la Belgique va forcément se finir dans un modèle confédéral.

En fait, comme Bart De Wever, vous pensez que la Belgique est appelée à se dissoudre "comme un cachet dans l'eau" ?

L'expression est un peu forte. Bart De Wever dit : je suis pour l'évolution, pas pour la révolution. Mais il ment un peu. En réalité, il est pour l'explosion. Moi, je suis pour une évolution pas à pas, avec des Régions de plus en plus fortes.

“Au CD&V, on pense que l'évolution du pays va se finir par un modèle confédéral.”